

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29277]

27 FEVRIER 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 21 novembre 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif aux articles 42 et 44 de la Convention internationale des droits de l'enfant

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu à Bruxelles le 21 novembre 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif aux articles 42 et 44 de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—————
Note

Session 2013-2014.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°607-1. — Erratum, n° 607-2 - Rapport, n° 607-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 26 février 2014.

ACCORD DE COOPERATION

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française
relatif aux articles 42 et 44 de la Convention internationale des droits de l'enfant**

Vu les articles 121 à 133 et 134 à 140 de la Constitution, telle que coordonnée le 17 février 1994;

Vu l'article 92bis, 1^{er}, des lois spéciales de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu la loi du 25 novembre 1991 relative à l'approbation de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant;

Vu le décret du 3 juillet 1991 portant approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée à New-York, le 20 novembre 1989;

Vu le décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse et notamment ses articles 3, alinéa 5, et 6;

Vu le décret du 28 janvier 2004 instaurant la réalisation d'un rapport relatif à l'application des principes de la Convention internationale des droits de l'enfant;

Considérant que le Comité pour les droits de l'enfant avait formulé des suggestions et des recommandations lors de l'analyse du premier rapport quinquennal présenté par la Belgique qui portaient notamment sur la mise en place « d'un mécanisme permanent de coordination, d'évaluation, de surveillance et de suivi des politiques relatives à la protection de l'enfant pour s'assurer que la Convention est pleinement respectée et mise en œuvre au niveau fédéral et à l'échelon local »;

Considérant que le Comité pour les droits de l'enfant avait formulé des suggestions et des recommandations lors de l'analyse du deuxième et troisième rapport périodique présenté par la Belgique qui portaient notamment sur la mise en place « d'un système efficace de coordination de la mise en œuvre de la Convention et de garantir la coopération des mécanismes de coordination instaurés aux niveaux fédéral et communautaires de manière à définir une politique globale et cohérente en matière de droits de l'enfant »;

Considérant que la Communauté française et la Région wallonne, conscientes de la similitude des obligations qui découlent de la ratification de la Convention internationale des droits de l'enfant par l'Etat partie composé des différentes entités, décident d'exercer en commun leurs compétences respectives en vue de mieux faire connaître, aux adultes et aux enfants, les principes de la Convention et d'exercer en commun leur obligation de rapportage;

Considérant l'expertise acquise par l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse dans l'évaluation des mesures prises pour mettre en œuvre les principes de la Convention internationale des droits de l'enfant;

Considérant :

Que la Convention internationale des droits de l'enfant est une et indivisible, dépassant donc les logiques qui prévalent aux délimitations institutionnelles imposées par la structure de l'Etat;

Que la Convention internationale des droits de l'enfant s'applique à l'ensemble des domaines politiques gérés par l'Etat partie indépendamment des prérogatives institutionnelles imposées par la structure de l'Etat;

Que les enfants ne sont pas fractionnables, les politiques entreprises relatives à la réalisation de leurs droits devant donc les considérer comme un être entier, un sujet de droit à part entière;

Considérant que tout ce qui précède plaide en faveur d'une coopération accrue entre la Région wallonne et la Communauté française pour rencontrer les obligations qui découlent de la ratification de la Convention internationale des droits de l'enfant;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord a pour objet de développer des synergies, entre les deux parties, pour mettre en œuvre les articles 42 et 44 de la Convention internationale des droits de l'enfant.

En vue de favoriser un exercice en commun des compétences respectives de la Communauté française et de la Région wallonne de promotion et de suivi de la CIDE, le présent accord de coopération précise ci-après les règles de coopération établies en cette matière.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° OEJAJ : Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse du Ministère de la Communauté française;

2° DICS : Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie;

3° CIDE : Convention internationale des droits de l'enfant.

Art. 3. L'OEJAJ, en collaboration étroite avec la DICS, est chargé de mettre en œuvre les articles 42 et 44 de la CIDE pour les compétences de la Région wallonne.

Art. 4. La coopération entre la Communauté française et la Région wallonne dans le domaine de la promotion de la connaissance des principes de la CIDE et du suivi et de la surveillance de son application poursuit les objectifs suivants :

1° développer l'information des actions et campagnes relatives aux droits de l'enfant entreprises par la Communauté française ou par la Région wallonne;

2° adapter les informations, publications, rapports et productions écrites qui concernent les enfants dans un langage et sous une forme qui leur est adaptée;

3° populariser les droits de l'enfant en contribuant à l'organisation d'événements à destination du grand public;

4° accroître les connaissances relatives aux droits de l'enfant auprès des professionnels qui travaillent pour et avec les enfants dans les domaines d'activité professionnelle qui sont de compétence régionale et communautaire;

5° assurer périodiquement l'exercice de rapportage au niveau national et au niveau des entités fédérées.

Art. 5. L'article 3, 5°, du décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire est modifié comme suit :

« 5° de mettre en œuvre pour la Communauté française et pour la Région wallonne les dispositions contenues aux articles 42 et 44 de la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant; ».

Art. 6. L'article 6 du décret du 12 mai 2004 cité précédemment est modifié comme suit :

« Art. 6. Aux fins de remplir la mission visée à l'article 3, 5°, il est créé au sein de l'Observatoire un groupe permanent de suivi de la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant, ci-après dénommé groupe permanent CIDE.

Le groupe permanent CIDE est constitué de représentants des membres du Gouvernement de la Communauté française et du Gouvernement de la Région wallonne ainsi que de représentants des administrations du Ministère de la Communauté française, du Service public de Wallonie, de l'ONE, des organismes d'intérêt public de la Communauté française et de la Région wallonne concernés par les droits de l'enfant, des conseils consultatifs dans les secteurs de l'enfance, la jeunesse et l'aide à la jeunesse, du Délégué général aux droits de l'enfant, de la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie et des organisations non gouvernementales actives en matière de droits de l'enfant. Peuvent également y être invités des représentants d'autres administrations, notamment des administrations bruxelloises actives en matière d'enfance et de jeunesse, du Conseil et toute personne ou institution susceptible d'y apporter son expertise.

Le groupe permanent CIDE assure notamment, dans le respect de la spécificité et de l'autonomie de chacune de ses composantes, :

1° l'échange d'information et la concertation sur les initiatives et projets assurant la promotion et la mise en œuvre des droits de l'enfant, du niveau local au niveau international;

2° la préparation de la contribution de la Communauté française à la rédaction du rapport national visé par l'article 44 de la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant et du rapport triennal visé par l'article 2 du décret du 28 janvier 2004 instaurant la réalisation d'un rapport sur l'application des principes de la Convention internationale des droits de l'enfant;•

3° l'analyse et le suivi des recommandations du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, notamment l'élaboration d'un plan communautaire et régional d'actions relatif aux droits de l'enfant;

4° la préparation des travaux de la Commission nationale des droits de l'enfant;

5° la prise en compte de la parole des enfants. Le groupe permanent CIDE peut créer des sous-groupes de travail.

Art. 7. A l'article 9, alinéa 2, du décret du 12 mai 2004 précité, sont ajoutés les mentions suivantes :

« 14° d'un représentant du Ministre wallon qui a en charge la coordination des droits de l'enfant;

15° d'un représentant de la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie. »

Art. 8. L'OEJAJ mobilise la charge de travail de l'équivalent d'un temps plein pour mettre en œuvre les dispositions prévues dans le présent accord de coopération.

La Région wallonne rembourse trimestriellement au Ministère de la Communauté française un montant équivalent à un chargé de recherches temps plein au grade d'attaché de niveau 1, engagé pour des tâches spécifiques.

Art. 9. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Namur, le 21 novembre 2013.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Région Wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29277]

27 FEBRUARI 2014. — Decreet tot instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de artikelen 42 en 44 van het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, gesloten op 21 november 2013

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de artikelen 42 en 44 van het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, gesloten op 21 november 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 februari 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—————
Nota

Zitting 2013-2014.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 607-1. — Erratum, nr. 607-2. — Verslag, nr. 607-3.

Integraal Verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 februari 2014.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de artikelen 42 en 44 van het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, gesloten op 21 november 2013

Gelet op de artikelen 121 tot 133 en 134 tot 140 van de Grondwet, zoals gecoördineerd op 17 februari 1994;

Gelet op artikel 92 bis, § 1, van de bijzondere wetten van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de wet van 25 november 1991 houdende goedkeuring van het Verdrag inzake de rechten van het kind aangenomen te New York op 20 november 1989;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 houdende goedkeuring van het Verdrag inzake de rechten van het kind, aangenomen te New York op 20 november 1989.;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 houdende de oprichting van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse", inzonderheid op artikel 3, vijfde lid, en op artikel 6;

Gelet op het decreet van 28 januari 2004 houdende de opstelling van een verslag over de toepassing van de principes van het Internationaal verdrag inzake de rechten van het kind;

Overwegende dat het Comité voor de rechten van het kind voorstellen en aanbevelingen heeft geformuleerd, tijdens de analyse van het eerste vijfjaarlijks rapport dat werd voorgesteld door België, die met name steunen op het opstellen van "een permanent mechanisme dat wordt belast met de coördinatie en de evaluatie van, alsook het toezicht op het beleid inzake de bescherming van het kind teneinde zich ervan te vergewissen dat het Verdrag zowel op federaal als op lokaal vlak volledig wordt nageleefd en toegepast";

Overwegende dat het Comité voor de rechten van het kind voorstellen en aanbevelingen heeft geformuleerd, tijdens de analyse van het tweede en derde periodiek rapport dat werd voorgesteld door België, die met name steunen op het opstellen van "een efficiënt coördinatiesysteem voor de toepassing van de Conventie en het garanderen van de samenwerking van de coördinatiemechanismen ingesteld op federaal en gemeenschapsniveau om een globaal en samenhangend beleid te bepalen inzake de rechten van het kind";

Overwegende dat de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, bewust dat de verplichtingen die voortvloeien uit de bekrachtiging van het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind door de Staat-partij samengesteld uit de verschillende entiteiten, besloten hebben hun wederzijdse bevoegdheden gezamenlijk uit te oefenen zodat de principes van de Conventie bij de volwassenen en de kinderen beter bekend zouden zijn en ook om hun rapporteringsplicht gezamenlijk uit te oefenen;

Overwegende dat het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse" expertise heeft verworven in de evaluatie van de maatregelen die genomen zijn voor de toepassing van de principes van het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind;

Overwegende :

Dat het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind één en ondeelbaar is, en dus de logica's overschrijdt die zich beroepen op de door de staatsstructuur vastgelegde institutionele afbakeningen;

Dat het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind van toepassing is op het geheel van de beleidsdomeinen die door de Staat-partij worden beheerd los van de institutionele prerogatieven opgelegd door de staatsstructuur;

Dat de kinderen niet opsplitsbaar zijn, het beleid om hun rechten te verwezenlijken ze dus moet beschouwen als mensen in hun geheel, als een volwaardige rechtspersoon;

Overwegende dat al het voorafgaande voor een verhoogde samenwerking tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap pleit om te voldoen aan de verplichtingen die voortvloeien uit de bekrachtiging van het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Dit akkoord beoogt de totstandkoming van samenwerkingsverbanden, tussen beide partijen, om de artikelen 42 en 44 van het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind toe te passen.

Om aan te zetten tot een gemeenschappelijke uitoefening van de respectieve bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de bevordering en de opvolging van de IVRK, wijst dit samenwerkingsakkoord hierna op de samenwerkingsregels die terzake vastgelegd zijn.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° "OEJAJ" : "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse" (Waarnemingscentrum Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd) van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

2° "DICS" : "Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie" (Interdepartementale Directie Sociale Cohesie van de Waalse Overheidsdienst);

3° IVRK : Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind.

Art. 3. Het "OEJAJ" wordt, in nauwe samenwerking met de "DICS", ermee belast om de artikelen 42 en 44 van het IVRK toe te passen wat betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest.

Art. 4. De Samenwerking tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de bevordering van de kennis van de principes van het IVRK en het toezicht op zijn toepassing beoogt de volgende doelstellingen :

1° de informatie uitwerken van de acties en campagnes betreffende de rechten van het kind ondernomen door de Franse Gemeenschap of het Waalse Gewest;

2° de informatie, publicaties, verslagen en schriftelijke stukken m.b.t. de kinderen aanpassen aan de taal en de vorm die zij gebruiken;

3° de rechten van het kind populair maken door bij te dragen tot de organisatie van evenementen bestemd voor het grote publiek;

4° de kennis i.v.m. de rechten van het kind doen toenemen bij de beroepsmensen die voor en met de kinderen werken in de vakgebieden waarvoor het Gewest en de Gemeenschap bevoegd zijn;

5° zorgen voor een regelmatige rapportage-oefening op nationaal vlak en op het vlak van de deelgebieden.

Art. 5. Artikel 3, 5°, van het decreet van 12 mei 2004 houdende de oprichting van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse" wordt gewijzigd als volgt :

"5° de tenuitvoerlegging voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest van de bepalingen vervat in de artikelen 42 en 44 van het Internationaal Verdrag van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind;"

Art. 6. Artikel 6 van het voornoemde decreet van 12 mei 2004 wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 6. Teneinde de opdrachten te vervullen bedoeld in artikel 3, 5°, wordt binnen het Waarnemingscentrum een permanente opvolgingsgroep opgericht voor het Internationaal Verdrag van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind, hierna de permanente groep IVRK genoemd. De permanente groep IVRK bestaat uit vertegenwoordigers van de Regeringsleden van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest alsook uit vertegenwoordigers van de administraties van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de Waalse Overheidsdienst, de "O.N.E.", de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest die bij de rechten van het kind betrokken zijn, de raadgevende organen binnen de diensten voor de kinderen, de jeugd en voor hulpverlening aan de jeugd, de algemene Afgevaardigde voor de kinderrechten, de Interdepartementale Directie Sociale Cohesie van de Waalse Overheidsdienst en van de niet-gouvernementele organisaties die actief zijn op vlak van kinderrechten. Kunnen eveneens worden uitgenodigd, de vertegenwoordigers van andere administraties, meer bepaald de Brusselse administraties die actief zijn op vlak van kinderen en jeugd, van de Raad en om het even welke persoon of instelling van wie de kennis nuttig zou zijn. De permanente groep IVRK verzekert, met respect voor de eigenheid en de autonomie van ieder samenstellend deel, meer bepaald : 1° de uitwisseling van informatie en overleg inzake de initiatieven en de projecten die het bevorderen en de tenuitvoerlegging van kinderrechten verzekeren, van op het lokaal niveau tot op het internationaal niveau; 2° de voorbereiding van de bijdrage van de Franse Gemeenschap tot het opstellen van het nationaal rapport bedoeld in artikel 44 van het Internationaal Verdrag van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind en het driejaarlijks rapport bedoeld in artikel 2 van het decreet van 28 januari 2004 houdende de opstelling van een verslag over de toepassing van de principes van het Internationaal verdrag inzake de rechten van het kind; 3° de analyse en de opvolging van de aanbevelingen van het Comité voor de rechten van het kind van de

Verenigde Naties, meer bepaald de uitwerking van een actieplan op gemeenschapsniveau en gewestelijk niveau inzake de rechten van het kind; 4^o de voorbereiding van de werkzaamheden van de Nationale Commissie voor de rechten van het kind; 5^o de inachtneming van het woord van de kinderen. De permanente groep IVRK kan onderwerkgroepen oprichten.

Art. 7. Artikel 9, tweede lid, van het voornoemde decreet van 12 mei 2004 wordt aangevuld als volgt :

“14^o een vertegenwoordiger van de Waalse Minister belast met de coördinatie van de rechten van het kind;

15^o een vertegenwoordiger van de Interdepartementale Directie Sociale Cohesie van de Waalse Overheidsdienst” :

Art. 8. Het “OEJAJ” moet de werklast van een voltijds equivalent voorzien om de bepalingen bedoeld in dit samenwerkingsakkoord uit te voeren.

Het Waalse Gewest stort per kwartaal aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap het bedrag terug dat overeenstemt met een voltijdse lasthebber voor onderzoek in de graad van attaché niveau 1, aangeworven om specifieke taken te vervullen.

Art. 9. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Namen, 21 november 2013.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29266]

27 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le modèle du passeport CPU

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d’acquis d’apprentissage (CPU) dans l’enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l’enseignement secondaire, notamment son article 3, § 7;

Vu la décision 2241/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 instaurant un cadre communautaire unique pour la transparence des qualifications et des compétences (Europass);

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 15 octobre 2013;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 7 novembre 2013;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l’Enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 6 décembre 2013;

Vu l’avis n° 54.992/2 du Conseil d’Etat, donné le 5 février 2014, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d’Etat;

Considérant qu’il importe de fixer le modèle du passeport CPU,

Sur proposition de la Ministre de l’Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le passeport CPU délivré à chaque élève rassemble les documents délivrés ou supervisés par l’établissement scolaire, à savoir :

- 1^o les validations d’unités d’acquis d’apprentissage qu’il a obtenues;
- 2^o les différentes certifications (CQ, CESS, CE6P) qu’il a obtenues ou les documents qui en tiennent lieu;
- 3^o l’Europass-Supplément au certificat, délivré par l’établissement scolaire;
- 4^o la copie de l’Europass-CV, complété en ligne par l’élève;
- 5^o la copie de l’Europass-Portfolio des langues, complété en ligne par l’élève.

Art. 2. Chaque élève est invité à y joindre, le cas échéant, les documents suivants :

- 1^o l’Europass-Mobilité, complété par les organismes d’envoi et d’accueil participant au projet de mobilité;
- 2^o les attestations relatives aux séjours linguistiques qu’il a effectués en Belgique;
- 3^o les attestations relatives aux stages qu’il a accomplis en milieu professionnel;
- 4^o les attestations relatives aux formations qu’il a suivies dans les centres de compétences ou de référence professionnelle;
- 5^o les attestations relatives aux formations qu’il a suivies dans les centres de technologies avancées;
- 6^o tout autre document utile pour compléter son Europass-CV.

Art. 3. La chemise du passeport CPU reprend les mentions et sigles du modèle en annexe.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2014.